

# 1984, celui d'Orwell et le notre

Noam Chomsky

texte écrit en 1984

L'année dernière s'est produit à Moscou un événement remarquable. Un courageux journaliste radiophonique, Vladimir Danchev, a dénoncé sur la radio moscovite, en cinq émissions réparties sur une semaine, la guerre des Russes en Afghanistan, appelant les rebelles à "ne pas déposer les armes" et à se battre contre "l'invasion" de leur pays par les Soviétiques. La presse occidentale a éprouvé une admiration sans borne pour la façon saisissante dont Danchev s'est séparé de "la ligne officielle de la propagande soviétique". Dans le *New York Times*, un commentateur a écrit que Danchev s'était "révolté contre les canons du double penser et du nouveau parler". A Paris, on a institué en l'honneur du Russe un prix destiné à "un journaliste qui lutte en faveur du droit à l'information". En décembre, Danchev a repris son travail après avoir suivi un traitement psychiatrique. On a cité d'un responsable soviétique les propos suivants : "Il n'a pas été sanctionné parce qu'on ne peut pas sanctionner un malade."

On a considéré que l'événement avait permis d'apercevoir ce qu'il y a dans le monde de 1984 et on a regardé à juste titre ce qu'a fait Danchev comme une victoire de l'esprit de l'homme, un refus d'être totalement inhibé par la violence totalitaire.

Ce qu'il y a de remarquable dans la démarche de Danchev, ce n'est pas seulement la protestation mais le fait qu'il a présenté l'occupation de l'Afghanistan par les Russes comme "une invasion". La théologie soviétique ne connaît aucun événement qui serait "l'invasion de l'Afghanistan par les Russes". On préfère parler d'une "défense de l'Afghanistan par les Soviétiques" contre les bandits qui reçoivent un soutien de l'étranger. Comme c'est le cas dans la plupart des systèmes de propagande, on a également ici un embryon de vérité que dissimule un mensonge opaque. Les Moudjahidin opèrent bel et bien à partir de "refuges" du Pakistan, où agents de la CIA et agents chinois surveillent les mouvements d'armes, et les guérilleros s'honorent d'avoir détruit 50 % de la totalité des écoles et des hôpitaux ainsi que d'avoir commis d'autres actions considérées comme des "atrocités" par les envahisseurs qui se sont déclarés prêts à se retirer si l'Afghanistan ne risque

plus d'être attaqué depuis le Pakistan. L'Ouest rejette cette position, arguant comme il se doit que les agresseurs doivent se retirer "inconditionnellement", ainsi que le Conseil de sécurité des Nations unies l'a instamment demandé, avec le soutien des États-Unis qui se sont vite rétractés, quand il y a eu invasion du Liban par Israël. L'Ouest s'est également indigné à juste titre d'entendre les Russes dénoncer cyniquement le "terrorisme" de la résistance ou se proclamer contre toute logique les défenseurs de l'Afghanistan contre ces "bandits" qui assassinent des innocents.

L'URSS rétorque que son intervention a été sollicitée, mais, comme l'*Economist* de Londres l'a magnifiquement proclamé, "un envahisseur est un envahisseur dans la mesure où son intervention n'a pas été sollicitée par un gouvernement ayant un certain droit à la légitimité". Il n'y a que dans le Nouveau Parler orwellien que l'on peut dire d'une telle agression qu'il s'agit de "défense contre un terrorisme soutenu de l'extérieur".

Le 1984 d'Orwell a été dans une large mesure tiré du mode de vie de la société soviétique existante, celle qu'ont dépeint avec une grande exactitude Maximov, Souvarine, Beck, Godih et beaucoup d'autres. C'est seulement dans les marigots culturels comme Paris qu'on a longtemps nié les faits, de sorte que les révélations de Krouchtchev et plus tard la répétition, avec Soljenitsyne, du scénario bien connu ont constitué la révélation que l'on sait à un moment où l'intelligentsia était prête à s'aligner pour d'autres évolutions. Ce qu'il y a de frappant dans la vision d'Orwell, ce n'est pas la description qu'il a donné du totalitarisme existant, mais l'avertissement que le phénomène pourrait se produire ici.

Jusqu'à présent du moins, il n'est advenu rien de tel. Les sociétés capitalistes industrielles ne ressemblent guère à l'Océanie d'Orwell – bien que les régimes de terreur et de torture qu'elles ont imposés et maintenus ailleurs atteignent en violence des niveaux qu'Orwell n'a jamais décrits, l'Amérique latine étant seulement le cas le plus visible actuellement.

Il y a eu dans la presse qui a couvert l'affaire

Danchev une note implicite d'autosatisfaction : cela ne pourrait pas se produire ici. Ici il n'est besoin que de peu de courage pour défier le gouvernement sur un point de doctrine. Aucun Danchev, à coup sur, n'a été envoyé à l'hôpital psychiatrique pour avoir appelé une invasion "une invasion". Mais qu'on nous laisse chercher plus avant pourquoi exactement il en est ainsi. Une possibilité, c'est que la question ne se pose pas parce que, sauf erreur statistique, il n'existe ici aucun Danchev : les journalistes et autres intellectuels sont tellement inféodés au système doctrinal qu'ils sont incapables même de sentir qu'"un envahisseur est un envahisseur dans la mesure où son intervention n'a pas été sollicitée par un gouvernement ayant un certain droit à la légitimité", à partir du moment où les États-Unis sont l'envahisseur. Ce serait là une étape au-delà de ce qu'Orwell a imaginé, une étape au-delà de ce que le totalitarisme soviétique a accompli. Est-ce là seulement une possibilité abstraite ou est-ce une évaluation désagréablement exacte du monde où nous vivons ?

Que l'on considère les faits suivants. En 1962, l'armée de l'air des États-Unis a déclenché contre la population rurale du Sud-Vietnam ses attaques directes, avec pilonnage et défoliants, dans le cadre d'un programme destiné à pousser des millions de personnes dans des camps où, entourées de barbelés et de sentinelles en armes, elles seraient "protégées" des guérilleros qu'elles soutenaient, le "Viêt-cong" – ramification, au sud, de l'ancienne résistance anti-française, le "Viêt-minh". C'est cela que nous appelons "agression", "invasion", quand la conduite en est armée par quelque ennemi officiel. Le GVN n'avait aucune légitimité et guère de soutien populaire, et effectivement son autorité s'est trouvée franchement ruinée dans des actions appuyées par les États-Unis, quand on a craint de voir un règlement intervenir entre les Américains et l'ennemi sud-viêtnamien. Quelque soixante-dix mille "Viêt-cong" avaient déjà été tués lors d'une campagne de terreur orchestrée par les États-Unis avant la brusque invasion américaine de 1962. Les envahisseurs américains ont continué à faire obstacle à toute tentative de règlement politique et, en 1964, ils ont commencé des préparatifs en vue d'une vaste escalade dans la guerre contre le Sud, préparatifs assortis d'une attaque contre le Nord-Vietnam, le Laos et aussi plus tard le Cambodge.

Depuis vingt-deux ans je cherche en vain, dans les chroniques et des études conformistes, ne serait-ce qu'une référence isolée à une "invasion américaine du Sud-Vietnam" ou à l'"agression" américaine au Sud-Vietnam. Dans le système doctrinal américain, il n'y a pas d'événement de ce genre. Il

n'y a pas de Danchev et, cependant, dans le cas qui nous intéresse, il faudrait non du courage pour dire la vérité, mais simplement de l'honnêteté. Même au plus fort de l'opposition à la guerre des États-Unis, seule une infime partie de l'intelligentsia capable de s'exprimer s'est opposée à cette guerre pour des raisons de principes – parce que toute agression est indéfendable –, tandis que la plus grande partie a fini par s'y opposer, bien après les milieux d'affaires influents, pour des raisons "pragmatiques", à savoir que les dépenses de guerre étaient trop élevées. Les milieux populaires, par parenthèse, ont eu des réactions assez différentes. En 1982 encore, plus de 70 % de la population (mais beaucoup moins de "maîtres à penser") ont considéré cette guerre non comme une simple erreur mais comme "fondamentalement et moralement indéfendable" un thème que l'on connaît comme "le syndrome vietnamien" dans le discours politique américain.

Ces faits doivent nous faire hésiter. Comment en est-on arrivé à une soumission aussi étonnante au système doctrinal ? Nous pouvons commencer à comprendre en regardant de plus près le débat entre les "faucons" et les "colombes" dans les milieux conformistes. Les faucons étaient ceux qui, comme le journaliste Joseph Alsop, avaient le sentiment que si on s'engageait suffisamment on pouvait gagner la guerre. Les colombes admettaient avec l'historien libéral Arthur Schlesinger que c'était probablement impossible, bien que, comme lui, ils aient reconnu : "Nous prions tous que M. Alsop ait raison." C'était une "cause désespérée", comme le critique Anthony Lake l'a fait récemment observer. Tous admettent que cette guerre a été une "croisade ratée", entreprise pour des motifs qui étaient "nobles" bien qu'"illusoire" et avec "les plus généreuses intentions", selon les termes de Stanley Karnov dans son histoire, ouvrage à succès paru récemment et hautement apprécié pour sa candeur critique.

Il est frappant que manque au débat l'opinion que les États-Unis auraient pu gagner mais qu'il aurait été indéfendable de cautionner le succès de l'agression et du massacre. Telle a été la position de l'authentique mouvement pour la paix (si la guerre était une "cause sans espoir", pourquoi se soucier de s'élever contre elle et de la saboter ? pourquoi souffrir les conséquences de cette protestation qui souvent étaient sévères ?).

Ce commentaire tout à fait caractéristique illustre ce qu'il y a de génial dans le "lavage de cerveau en régime de liberté". Dans un système totalitaire, la seule exigence est que l'on suive la doctrine officielle. Dans les systèmes démocratiques de dirigisme mental, on juge nécessaire de prendre en

charge toutes les facettes du débat : rien ne doit rester pensable qui ne soit dans la ligne du Parti. La propagande étatique est souvent inexprimée, simple cadre préalable au débat entre personnes bien pensantes. La discussion, par conséquent, doit avoir lieu entre les “colombes” et les “faucons”, les Schlesinger et les Alsop. La position selon laquelle les États-Unis sont engagés dans une agression et qu’une telle agression est indéfendable doit rester impensable et inexprimée, selon la conception de l’État sacré. Les “critiques responsables” apportent une contribution non négligeable à cette cause, ce qui explique qu’ils sont tolérés, voir honorés.

La nature des systèmes occidentaux d’endocrinement a échappé à Orwell et, d’une manière caractéristique, n’est pas comprise des dictateurs qui ne saisissent pas l’utilité pour la propagande d’une position critique regroupant les hypothèses fondamentales de la doctrine officielle et par la même marginalisant la discussion critique authentique et rationnelle qu’il faut bloquer. On se sépare rarement de ce schéma. Peut-être le critique le plus perspicace de la guerre américaine dans la presse conformiste a-t-il été Anthony Lewis, qui a avancé que l’implication des États-Unis a débuté par des “efforts maladroits pour faire le bien” mais que, des 1969, il a été clair que c’était la “une erreur catastrophique”. Peu d’universitaires ont été plus critiques à l’égard de la politique des États-Unis que John K. Fairbank : dans son allocution de président en décembre 1968, un an après que l’offensive du Tet eut convaincu une bonne partie de l’élite organisée d’abandonner l’effort entrepris pour soumettre le Sud-Vietnam, John K. Fairbank a informé la Société américaine d’histoire que nous étions entrés dans la guerre dans un “excès de vertu et de bonté désintéressée”, mais que cela avait été une erreur, comme des événements l’ont montré. Peu de dictateurs peuvent se prévaloir d’un conformisme aussi parfait par rapport à des Vérités Supérieures. Les procédés utilisés pour assurer une telle soumission sont efficaces bien qu’ils ne soient pas subtils à l’excès. Considérez par exemple ce que l’on appelle universellement le “processus de paix” au Moyen-Orient : les accords de Camp David en 1978-1979. Peu de gens demandent pourquoi les habitants des territoires occupés par Israël ont rejeté le “processus de paix” à la quasi-unanimité. Un moment de réflexion suffit pour en donner la raison. Comme on l’a tout de suite vu, le “processus de paix” a servi à retirer l’Égypte du conflit afin qu’Israël soit ensuite libre, avec le soutien des États-Unis, d’étendre son implantation et la répression dans les territoires occupés et d’attaquer le Liban, exactement comme il l’a fait depuis. Mais des re-

marques aussi élémentaires sont exclues d’un débat “responsables” : les États-Unis sont impliqués dans la création d’un État d’Israël puissant et expansionniste pour disposer d’un “atout stratégique”. Tout ce qui contribue à atteindre ce but est, par définition, le “processus de paix”. La formule elle-même élimine tout prolongement du débat : qui peut être contre la paix ?

Il y a des milliers d’exemples semblables. Les troupes de marine américaines au Liban sont la “force du maintien de la paix” et les actions dirigées contre elles sont du “terrorisme”. Pour une grande partie de la population, elles ne font que parachever l’invasion israélienne avec son “ordre nouveau” : la domination de chrétiens de l’aile droite et de groupes musulmans privilégiés sur des pauvres et des déshérités aux yeux desquels “terrorisme” est résistance – un point de vue exclu du débat ici. Quand Israël bombarde des villages près de Baalbek, faisant cinq cents victimes, principalement des civils parmi lesquels cent cinquante écoliers, il ne s’agit pas de “terrorisme” mais de “représailles”, et l’événement ne fait l’objet ni de commentaires ni de censure ici : en qualité d’allié de l’Amérique, Israël hérite du droit d’agresser et de massacrer. Souvent des faits indésirables sont simplement dissimulés. Les “bombardements secrets” du Laos et du Cambodge ont été “secrets” parce que les médias ont refusé de rendre compte des preuves abondantes dont on disposait. L’agression indonésienne à Timor, que les États-Unis ont appuyée et qui a abouti à la mort de peut-être deux cent mille personnes et à une famine à la biafraise, a été efficacement dissimulée pendant plus de quatre ans. De nouvelles attaques qui se déroulent actuellement sont dissimulées.

Je doute que la presse ait jamais couvert une affaire comme elle l’a fait lorsqu’a été abattu l’avion du vol KAL 007, l’automne dernier – preuve sérieuse que les Russes sont les démons les plus barbares depuis Attila le Hun, de sorte que nous sommes obligés de placer des missiles Pershing en Allemagne et de faire l’escalade dans la guerre contre le Nicaragua. L’index très dense du New York Times consacre sept pages complètes aux seules atrocités de septembre 1982. En pleine période de fureur, l’UNITA, les “combattants de la liberté” soutenus par les États-Unis et l’Afrique du Sud, s’est honorée d’avoir abattu un avion à réaction anglais, tuant ainsi cent vingt-six personnes. Il n’y a eu aucune ambiguïté : l’appareil n’était pas hors couloir et ne survolait pas d’installations sensibles ; il n’y avait dans les parages aucun avion de reconnaissance RC 135 américain qui aurait brouillé les données (peut-être la saturation du radar). Ça n’a été rien d’autre

qu'un assassinat. L'incident a fait l'objet d'un texte de cent mots dans le New York Times mais de nul commentaire où que ce soit dans les autres médias.

Ce n'est pas le seul cas de ce genre. En octobre 1976, un avion de ligne cubain a été bombardé par des terroristes appuyés par la CIA ; bilan : soixante-treize civils tués. En 1973, Israël a abattu un avion civil qui était perdu dans une tempête de sable au-dessus du canal de Suez ; bilan : cent dix personnes tuées. Il n'y a eu aucune protestation, rien que des commentaires d'éditoriaux sur l'idée qu'"on ne sert aucun objectif utile à débattre avec acrimonie pour savoir sur qui faire porter le blâme" (New York Times). Quatre jours plus tard, le premier ministre Golda Meir s'est rendue en visite aux États-Unis où on ne l'a importunée d'aucune question embarrassante, et elle est revenue avec comme nouveaux cadeaux des avions militaires. Contrairement à des mensonges récents, Israël a refusé de payer des dédommagements comme d'accepter la moindre responsabilité : il a simplement offert des "gratifications" financées par le généreux donateur habituel, depuis l'étranger. En 1955, un avion d'Air India qui transportait la délégation chinoise à la "conférence de Bandung" s'est désintégré en l'air au cours de ce que la police de Hong Kong a appelé "un assassinat de masse soigneusement programmé". Un déserteur américain a déclaré plus tard que c'était lui qui avait placé la bombe pour le compte de la CIA. Aucun de ces incidents n'est une manifestation de barbarie : tous ont été rapidement oubliés.

On peut présenter des milliers d'exemples semblables. De la même manière, l'histoire se façonne conformément aux intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir.

Cela tombe en totalité sous la rubrique de ce que Walter Lippmann, en 1921, a appelé "la fabri-

cation de consensus" – un art qui est "susceptible de grands raffinements et qui mènera à une révolution dans la pratique de la démocratie". Cet art a été très admiré dans les sciences sociales. Le célèbre politologue américain Harold Lasswell a écrit, en 1933, que nous devons éviter "le dogmatisme démocratique", par exemple la croyance que les gens sont "les meilleurs juges de leurs propres intérêts". La démocratie permet à la voix du peuple être entendue, et c'est la tâche de l'intellectuel de faire en sorte que cette voix corrobore ce que de prévoyants chefs de file savent être la bonne voie. La propagande est à la démocratie ce que la violence est au totalitarisme. Les techniques ont été affinées jusqu'à devenir du grand art, bien au-delà de ce dont Orwell a rêvé. Le procédé de dissidence feinte, regroupant les doctrines de la religion d'État et éliminant le débat critique rationnel, est l'un des moyens les plus subtils, bien que le simple mensonge et la simple dissimulation de la réalité ainsi que d'autres techniques primitives soient également d'une haute efficacité.

Il faut noter que le dirigisme idéologique (agit-prop) est beaucoup plus important dans les démocraties que dans des États où la domination se fonde sur la violence, et il est par suite plus raffiné et plus efficace. Il n'y a pas de Danchev ici, excepté aux confins recules du débat politique.

Pour ceux qui obstinément recherchent la liberté, il ne peut y avoir tâche plus urgente que d'arriver à comprendre les mécanismes et les méthodes de l'endoctrinement. Ce sont les choses faciles à saisir dans les sociétés totalitaires, elles le sont beaucoup moins dans le système du "lavage de cerveau sous régime de liberté" auquel nous sommes soumis et que nous ne servons que trop souvent comme instruments consentants ou inconscients.